

Swiss Cooperation Office
Gaza & West Bank
et
Embassy of Switzerland Tel Aviv

Messieurs-dames

Lausanne, le 8 mai 2014

Nous apprenons avec stupéfaction que le Département de politique étrangère a confié à la société G4S la tâche de veiller à la sécurité de l'ambassade de Suisse et des locaux de la DDC à Tel Aviv et Jérusalem.

Bien que signataire en 2010 du code de conduite international (ICoC, <http://www.eda.admin.ch/eda/fr/home/topics/intla/humlaw/pse/coc.html>), dont la Suisse est fier de compter parmi les initiateurs, cette entreprise est l'une des finalistes au *Prix de la honte* 2013 (<http://www.evb.ch/fr/p20770.html>) du Public Eye Award, lequel établit chaque année dans le cadre du WEF un palmarès des entreprises qui se distinguent par les pires atteintes aux droits humains.

Ce prestataire de sécurité est en effet dénoncé pour le peu de cas qu'il fait des droits humains et des principes démocratiques. Au nom du seul souci de satisfaire ses mandats, cette entreprise ne montre aucuns scrupules dans l'usage de méthodes répressives mises au service de régimes pour le moins non respectueux des droits humains. Ceci est notamment le cas pas bien loin des locaux diplomatiques suisses en Israël, dans les territoires sous occupation où G4S est chargée par Israël de la surveillance des prisons et des checkpoints, hauts-lieux de la répression, intimidation et humiliation opérée par Israël contre la population civile palestinienne.

Il est évident que la signature du code de conduite n'est pas une garantie suffisante pour l'application du droit international humanitaire et pour le respect des droits humains. Le mécanisme de contrôle de la bonne gouvernance attendu des entreprises signataires laisse encore à désirer. Par conséquent, BDS Suisse demande au Département de politique étrangère de faire preuve de plus de discernement dans ses choix organisationnels et attend de lui qu'il prenne des mesures pour s'assurer de la conformité aux respect des droits humains des entreprises auxquelles il confie des tâches engageant la responsabilité de l'Etat. Pour plus de renseignements sur les reproches du mouvement BDS à l'encontre de l'entreprise G4S, voir www.bdsmovement.net/activecamps/g4s et le rapport de l'ONG Who Profits http://whoprofits.org/g4s_report.

Avec l'expression de nos sentiments les meilleurs

BDS Suisse

Copies à DFAE Direction Politique, DDC Berne, DFAE Division Moyen-Orient, Representative Office of Switzerland AI Bireh/PA, DFAE Direction consulaire, DFAE Présence Suisse, DFAE Direction du droit international public, Consulat Suisse à Eilat et Haifa



Photo de l'office de la DDC à Jerusalem.